

Recherche agronomique et sécurité alimentaire dans les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée

Lasram M., Plaza P.

Etat de l'agriculture en Méditerranée : recherche agronomique et sécurité alimentaire

Montpellier : CIHEAM
Cahiers Options Méditerranéennes; n. 1(5)

1993
pages 147-150

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=93400059>

To cite this article / Pour citer cet article

Lasram M., Plaza P. **Recherche agronomique et sécurité alimentaire dans les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée**. *Etat de l'agriculture en Méditerranée : recherche agronomique et sécurité alimentaire*. Montpellier : CIHEAM, 1993. p. 147-150 (Cahiers Options Méditerranéennes; n. 1(5))



<http://www.ciheam.org/>
<http://om.ciheam.org/>

Recherche agronomique et sécurité alimentaire dans les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée

Mustapha Lasram ; Placido Plaza

Centre International de Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes (CIHEAM), Paris (France)

I. – Situation alimentaire et nouvelles tendances

Dans les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée, la dynamique de la consommation s'explique essentiellement par la démographie (entre 2 et 3% par an), l'accroissement de la population entraînant une augmentation, au moins du même taux, de la demande intérieure.

L'urbanisation et l'amélioration des revenus moyens font évoluer les modèles de consommation et contribuent également à l'aggravation du déficit surtout pour les produits transformés.

Le secteur agricole, malgré l'amélioration de ses performances, a été souvent dans l'incapacité de faire face à la croissance et à l'évolution de cette demande, d'où le recours aux importations et les déficits croissants des balances commerciales agro-alimentaires de la plupart de ces pays.

L'amélioration du niveau de sécurité alimentaire de la région semble devoir emprunter deux voies complémentaires. L'une passe par l'accroissement et l'adéquation des productions aux demandes des consommateurs, l'autre par la maîtrise des échanges internationaux.

Les potentiels de production existants pourront être mieux valorisés au travers de :

1. L'amélioration de l'efficacité des systèmes de productions végétales et animales, en particulier ceux basés sur l'exploitation rationnelle des ressources et du matériel génétique locaux.

2. L'élaboration et la mise en place de politiques agricoles appropriées basées sur :

- l'adoption de prix incitatifs et de mesures facilitant l'obtention de crédits et le financement des investissements,

- l'amélioration des structures de production, du niveau d'organisation des producteurs et du fonctionnement des marchés,
- le développement des complémentarités au niveau régional, dont le renforcement de la coopération en matière de R-D,
- l'intégration de la production agricole dans le processus de développement rural et des autres secteurs de l'économie.

II. – Stratégies des systèmes nationaux de recherche agronomique (SNRA)

Pour contribuer, dans leurs domaines de compétence, à la sécurité alimentaire de leur pays, les défis à relever par les SNRA sont principalement de trois ordres : technologiques, socio-politiques et institutionnels.

A cause de l'hétérogénéité de leurs structures (degrés de fragmentation et d'intégration), des environnements politiques et des situations financières très différents, les SNRA de la région n'ont pas développé d'approche commune.

Néanmoins, un consensus existe sur l'importance des SNRA et des travaux qu'ils développent pour l'accroissement de la production agricole ainsi que sur le rôle de conseil qu'ils devraient jouer en matière de politique agricole.

Quelques orientations communes devraient être approfondies et consolidées afin d'améliorer l'efficacité des SNRA de la région par :

1. le développement d'un système d'information efficace qui permette aux usagers l'accès à trois niveaux :

- documentation et publications
- programmes et avancement des recherches
- planification et gestion.

2. une gestion cohérente et l'accroissement des ressources disponibles :

- les ressources humaines sont relativement importantes mais requièrent une amélioration et une meilleure définition des statuts et des conditions de déroulement des carrières,
- les SNRA souffrent souvent d'une trop grande fragmentation et d'un degré d'intégration insuffisant ce qui réduit considérablement l'efficacité des moyens humains, matériels et financiers mis en jeu. D'où l'importance d'utiliser, avec précaution, les méthodes de planification et de programmation développées à ce jour.
- les ressources financières des SNRA sont limitées et toujours insuffisantes. Il convient de développer des systèmes adaptés de marketing des succès de cette recherche, afin de drainer les financements publics et privés disponibles. En dernier recours, des financements émanant de taxes parafiscales (cas des instituts techniques en France) pourraient être envisagés.

3. le renforcement de l'approche régionale basée sur une meilleure connaissance des écosystèmes, des systèmes et des acteurs de la production agricole.

4. le développement de contacts avec le secteur privé et l'établissement de mécanismes de transferts de technologie de la R-D vers l'utilisateur (dont la participation active des producteurs à tous les niveaux de l'élaboration des plans et des programmes de recherche).

5. une coopération et une coordination accrues entre les SNRA de la région.

III. – Insuffisances et défis posés aux SNARS

Les SNRA sont des instruments de l'élaboration et de la mise en oeuvre des stratégies de développement agricole des pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée. Malheureusement, ceux-ci sont encore loin de pouvoir jouer pleinement leur rôle de proposition, de partenaires actifs et incontournables.

De multiples raisons et circonstances ont concouru à cet état de fait. Elles se posent en autant de défis propres mais aussi, souvent, relèvent de circonstances extérieures sur lesquelles bien peu de prise est possible.

En premier lieu, les objectifs définis dans les plans de développement agricole conjuguent presque toujours la sécurité alimentaire, le développement des exportations agricoles et la préservation des ressources naturelles. Le moins que l'on puisse dire est que des problèmes d'arbitrage ou de priorités politiques se font jour, ces trois objectifs étant, dans la plupart des pays concernés, incompatibles.

Par ailleurs, l'absence ou la faiblesse des structures professionnelles ainsi que leur poids social réduit privent souvent les SNRA de moyens de pression et de courroies de transmission importantes, fait d'autant plus dommageable que les instituts techniques sont encore peu présents ou structurés.

Les problèmes et les défis posés plus directement au SNRA concernent principalement :

1. La planification et la programmation de la recherche

Il paraît nécessaire que, dès sa conception, un plan de recherche à long terme (PLT) soit porteur d'une grande flexibilité et suive globalement les orientations des pouvoirs publics tant en matière de politique agricole que de taux de croissance des ressources. Son élaboration mettra à contribution tous les acteurs du processus de production et de développement agricole et prendra en compte la qualité des scientifiques et des gestionnaires disponibles ainsi que les possibilités de coopération avec d'autres SNRA et centres internationaux.

La traduction du PLT en programmes de recherche et en projets spécifiques devra tenir compte de la dualité existant entre l'importance de conserver un potentiel de recherche prospective et celle non moins grande d'approfondir les connaissances sur les milieux socio-économiques et les systèmes de production.

2. Le suivi et l'évaluation

Le PLT doit faire l'objet de révisions et de mises à jour périodiques pour l'adapter à l'évolution des objectifs et des priorités du développement agricole. De même, un suivi et une évaluation interne et externe des programmes et des projets de recherche sont indispensables.



3. La gestion et le financement

Des règles de gestion souples et différentes de celles de l'administration classique sont indispensables. Le projet est l'unité budgétaire la plus maniable et son chef le responsable naturel.

L'équilibre entre frais de fonctionnement et d'équipement doit être minutieusement étudié afin de donner aux différents départements une efficacité optimale en fonction du budget disponible.

4. La valorisation des acquis de la recherche

C'est l'un des principaux défis que doivent relever les SNRA. Un début de réponse s'appuie sur une double approche participative et écorégionale.

Participative, car elle tend à associer les producteurs et les utilisateurs des innovations à tous les stades possibles de l'élaboration et de la réalisation des plans et des programmes de recherche.

Ecorégionale, parce que basée sur le renforcement de centres régionaux ayant une masse critique de chercheurs et pouvant s'ériger en pôles de R-D capables d'offrir des résultats de recherche viables économiquement, adaptés à un environnement et à des systèmes de production définis et ayant une bonne acceptabilité sociale.

5. Les statuts et les plans de carrière

Ils doivent être revus périodiquement afin de pouvoir offrir aux chercheurs un cadre et une progression sociale et professionnelle stimulante.

Une analyse comparative des statuts et des plans de carrière des collègues engagés dans les systèmes de formation supérieure et dans le secteur privé est toujours de la plus grande utilité.

En particulier le statut des jeunes chercheurs, engagés dans la préparation des thèses doctorales doit faire l'objet d'un soin particulier. Des contrats de recherche peuvent être une solution.

Enfin, un plan de carrière ne peut se concevoir sans une politique de formation permanente de la part de l'institution. Son élaboration se fera avec la participation de tous les intéressés et elle devra être aussi revue périodiquement.

6. Les déséquilibres institutionnels et sectoriels

Ils menacent gravement l'efficacité des SNRA.

Déséquilibres régionaux dans l'implantation du potentiel humain et matériel souvent concentré dans les capitales et leurs alentours.

Déséquilibres entre secteurs de recherche pour lesquels on constate souvent une extrême faiblesse ou l'inexistence des équipes et des travaux en économie et sociologie rurale ainsi qu'en technologie agro-alimentaire.

Déséquilibres encore entre catégories de personnel : chercheurs seniors et juniors, techniciens et personnel de terrain.

Déséquilibres institutionnels enfin dus souvent à une trop forte fragmentation et à un degré d'intégration insuffisant des SNRA.

Tous ces déséquilibres doivent être soigneusement analysés lors de l'élaboration des PLT et de leur traduction en programmes de recherche.

7. Le manque de coopération régionale

Tout en tenant compte des différences socioculturelles, il existe de multiples possibilités d'échanges d'informations, de technologies et de matériel végétal et animal entre zones écoclimatiques comparables, comme en possèdent la plupart des pays méditerranéens. Les vecteurs, centres internationaux (dont le CIHEAM) et accords bi- et multilatéraux entre laboratoires (réseaux de laboratoires) doivent être renforcés et développés non seulement pour mener à bien des actions de recherche mais aussi pour renforcer les actions de formation.

IV. – Rôle de la coopération régionale

Elle doit tenir compte des besoins stratégiques des SNRA. En particulier, les centres internationaux de recherche et de formation agricoles, lors de l'élaboration de leurs programmes, devraient prêter plus d'attention aux priorités établies par les SNRA.

Le CIHEAM, en association avec d'autres organismes (ICARDA, FAO) pourrait apporter une contribution significative dans les domaines suivants :

1. Les systèmes et la circulation de l'information à différents niveaux :

- documentation scientifique
- programmes et projets de recherche
- planification et gestion.

2. Le renforcement des activités des réseaux de recherche.

Ces réseaux sont de natures diverses et abordent des thèmes très variés. Une information plus complète et précise sur leurs structures, modes de fonctionnement et activités, serait souhaitable afin d'en améliorer l'interface avec les SNRA.

La mise sur pied de groupes de concertation Sud/Sud sur les problèmes de planification, suivi et évaluation, régionalisation et gestion de la recherche agronomique, pourrait apporter des éléments positifs à la réflexion que mènent, dans ces domaines, la plupart des pays de la région.

3. Le développement de programmes de formation permanente destinés aux chercheurs et techniciens des SNRA.

4. L'organisation des réunions de réflexion sur des thèmes d'importance stratégique pour les SNRA :

- les relations entre la recherche et les milieux professionnels : valorisation des acquis de la recherche,
- l'intégration des systèmes nationaux de recherche et de formation.

